

Lutte Ouvrière

LA RÉUNION

FAIRE ENTENDRE LE CAMP DES TRAVAILLEURS

De nombreux travailleurs, retraités, chômeurs sont écœurés par Hollande et le gouvernement PS qui trahit depuis plus de trois ans le peu de promesses qu'il avait faites et exécute servilement les exigences des grands patrons et des banquiers. Face à tous les politiciens qui, du Parti Socialiste au Front National, justifient les licenciements et reprennent à leur compte les mensonges patronaux sur le « coût du travail », beaucoup

d'électeurs des classes populaires ne voient pas d'issue.

Pas plus que d'autres, les élections régionales ne changeront notre sort. Au soir du deuxième tour, une nouvelle équipe, ou la même, prendra la tête du Conseil régional pour distribuer marchés publics et subventions diverses au patronat local.

Voter pour la liste Lutte ouvrière, conduite par Jean-Yves Payet, sera un moyen de rejeter les

faux-amis du PS et les vrais ennemis que sont la droite et l'extrême-droite. Ce sera un moyen de montrer qu'il existe dans le monde du travail un courant qui n'accepte pas de se taire. Ce sera un moyen d'exprimer clairement les intérêts de notre classe, celle des exploités. Voter pour la liste Lutte Ouvrière, c'est voter pour un programme de lutte, c'est approuver des exigences que le monde du travail devra imposer.

Alors, le 6 décembre, votez Lutte ouvrière !



**Liste conduite par
Jean Yves PAYET**
Formateur agricole

Les prix augmentent, les salaires doivent suivre

Depuis des années, le pouvoir d'achat des travailleurs des chômeurs et des retraités recule. L'alimentation, les loyers, la voiture, tout augmente alors que les salaires, les pensions et les allocations sont bloqués ou amputés par la précarité, les temps partiels et les périodes de chômage.

Les travailleurs ne doivent plus accepter ces reculs. Les grandes entreprises font des profits qui se chiffrent en milliards mais ce sont les actionnaires qui les empochent. Ces profits doivent être utilisés pour augmenter les salaires !

Il faut un rattrapage de

plusieurs centaines d'euros par mois sur les salaires, les pensions et les allocations. Et ces revenus doivent augmenter au même rythme que les prix réels, et de façon automatique, pour empêcher que l'inflation ne grignote chaque mois le pouvoir d'achat de tous les travailleurs.

Interdiction des licenciements et partage du travail

Chaque jour, des travailleurs sont licenciés, individuellement, par petits groupes ou bien lors de plans

« sociaux ». Le chômage atteint des sommets avec officiellement plus de 5,7 millions de sans-emplois dans le pays

dont 150 000 à La Réunion.

Et à tous ces chômeurs, il faut ajouter bien d'autres travailleurs, en particulier des jeunes qui n'ont jamais réussi à trouver un emploi ou d'autres encore qui n'ont que des contrats précaires, à temps partiel imposé, tous devant vivre au jour le jour.

Pour combattre le chômage, il faut enlever au patronat le droit de condamner à la pauvreté une part croissante des classes populaires.

Il faut imposer l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous les bras disponibles !

Abolition du secret des affaires

Le secret des affaires empêche les travailleurs de contrôler la réalité des profits des entreprises. Combien de travailleurs sont victimes des chantages patronaux basés sur de prétendues difficultés économiques invérifiables ? Sociétés écrans, filiales, sous-traitants en cascade contribuent à rendre opaques les prélèvements de la bourgeoisie.

Voilà pourquoi il faudra imposer l'abolition du

secret des affaires et rendre publique la comptabilité des entreprises, à commencer par les plus grandes. Les travailleurs doivent pouvoir contrôler où va l'argent, ce qui va aux actionnaires, à ces PDG grasement payés pour organiser les licenciements et imposer des sacrifices aux salariés.

Le contrôle des travailleurs permettra de vérifier que, dans les caisses du patronat, l'argent existe pour les emplois et les salaires.

Un programme de lutte

Face à la hargne de classe opposée aux travailleurs dès qu'ils refusent les sacrifices que patronat et gouvernement veulent leur imposer sous couvert de « dialogue social », il faut faire entendre le point de vue des exploités. Les élections sont une occasion d'affirmer qu'il existe parmi les travailleurs un courant qui n'accepte pas de subir sans réagir les licenciements, l'écrasement des salaires et le chantage patronal.

Mais rien ne pourra être obtenu en quémandant. Les revendications que nous mettons en avant ne pourront se réaliser sans que le monde du travail les impose au patronat et au gouvernement, dans la lutte de classe.

Voter pour la liste Lutte ouvrière, c'est approuver des exigences vitales pour le monde du travail. C'est aussi affirmer qu'il faudra lutter pour les imposer.

Les patrons gavés d'argent public

Hollande, Valls et Macron sont aux petits soins pour les patrons. De 2014 à 2016, les allègements de cotisations des entreprises auront augmenté de 33 milliards d'euros. Il y a non seulement le Crédit impôt compétitivité emploi (CICE), le Crédit impôt recherche et le Pacte de responsabilité, mais aussi la baisse de la contribution

sociale de solidarité des sociétés et l'arrêt prévu pour 2016 de la contribution exceptionnelle sur l'impôt des sociétés.

Ces sommes s'ajoutent à celles déjà versées par les gouvernements précédents qui avaient offert plus de 170 milliards d'euros au patronat sous diverses formes. De quoi financer des millions d'emplois, cotisations sociales comprises !

Offensive contre les droits des travailleurs



Le gouvernement n'a cessé de s'attaquer aux droits des travailleurs. La « loi de sécurisation de l'emploi » a permis aux patrons d'introduire plus de flexibilité du temps de travail et des baisses de salaire.

Les lois Macron ont facilité les procédures de licenciement et la généralisation du travail du dimanche. L'accord sur les retraites complémentaires va encore réduire les pensions et pousser vers la retraite à 63 ans.

Et le gouvernement, sous prétexte de simplifier le Code du travail, le fait régresser.

Le patronat en a rêvé, Hollande et Valls l'ont fait !

Air France, un fossé de classe

Quand deux directeurs ont eu leur chemise déchirée à la suite de la mobilisation des salariés d'Air France, révoltés par l'annonce de 2 900 licenciements, le patronat, le gouvernement, les hommes politiques et les médias ont dénoncé une violence intolérable. Une semaine après,

six salariés étaient traités comme des criminels, arrêtés et mis à pied.

Les véritables agresseurs, ce sont les directions d'entreprises qui suppriment les emplois. C'est ça le scandale. Certains défendent leur chemise, d'autres défendent leur peau.

Les régions, vaches à lait des capitalistes

Avec près de 28 milliards de dépenses cumulées, le budget des régions fournit des marchés juteux aux entreprises et arrose le patronat par de multiples aides et subventions.

Ainsi, au nom de la création d'« un environnement favorable à l'innovation », du « renforcement du tissu industriel », de « l'amélioration de la compétitivité », du

« soutien à l'exportation », de « l'action en faveur des employeurs d'apprentis » voire de la formation de leurs dirigeants, des milliards sont déversés dans les coffres des entreprises, en particulier les plus puissantes.

Ces sommes seraient bien mieux utilisées si elles étaient destinées aux services publics.

Des services publics dégradés

Depuis 2007, au nom de l'austérité, les gouvernements de droite et de gauche ont supprimé près de 400 000 emplois dans la fonction publique mais aussi à Pôle emploi, Météo France, chez les pompiers...

Dans la Santé, des services sont fermés. Dans

l'Éducation, les classes sont surchargées de la maternelle à l'université. À La Poste, 80 000 emplois ont disparu en dix ans et des centaines de bureaux de poste ont été supprimés.

Et tout cela pour financer les cadeaux au patronat.



Front national : un parti de plus contre les ouvriers

Le FN veut aussi gérer des régions. Les postes lucratifs que cela promet le font saliver. Pour y accéder, il multiplie les discours pour démontrer aux patrons qu'il est capable de les servir aussi bien que les autres partis.

Le FN, qui se prétend différent de « l'UMPS » qu'il dénonce, est aussi anti-ouvrier que ses concurrents. Il l'a

montré en se plaçant du côté de la direction d'Air France et en traitant de lyncheurs les salariés qui se défendaient contre des licenciements.

Le FN veut les votes des classes populaires, mais les travailleurs qui combattent l'exploitation le trouveront toujours contre eux, dans le camp du patronat.

SERVITEURS POLITIQUES DE LA BOURGEOISIE

Le PS au pouvoir : trois ans et demi au service du patronat

Fin 2012, le PS disposait de tous les pouvoirs : Élysée, Assemblée nationale, Sénat. Il présidait une grande majorité de régions et la plupart des départements. Mais à peine installé, il a mené une politique aussi anti-ouvrière que celle de Sarkozy.

Il a augmenté les impôts qui frappent les classes populaires, arrosé le patronat de crédit d'impôts, mis les services publics et les communes à la diète pour verser des milliards

aux capitalistes. Par toutes les mesures qu'il a prises, il s'est attelé à détruire les droits des salariés. Quant au chômage, il ne cesse de battre de nouveaux records. Comme Sarkozy, Hollande fait donner sa police et sa justice contre les travailleurs en lutte ou contre les sans-papiers et les migrants.

Si le PS s'apprête à subir une nouvelle déroute électorale, c'est le fruit de sa politique. Les travailleurs n'ont aucune raison de le soutenir.



S'abstenir, c'est se taire

La gauche au pouvoir poursuit la politique de la droite et porte tous ses coups contre les travailleurs. Nombreux sont ceux qui s'apprêtent à marquer leur dégoût ou leur désapprobation en s'abstenant aux prochaines élections.

Mais s'abstenir, c'est laisser seuls s'exprimer les larbins politiques du patronat,

de gauche, de droite ou d'extrême droite.

Les travailleurs doivent saisir toutes les occasions de défendre publiquement leurs intérêts et de dénoncer leurs exploiters. Voter pour les candidats de Lutte Ouvrière, c'est affirmer son appartenance à un camp, celui des travailleurs.

Un vote utile

Comme à chaque élection, les grands partis vont nous rejouer la chanson du « vote utile », en nous expliquant que voter pour une petite liste, c'est disperser ses voix, voire voter en pure perte.

Pourtant, élus ou pas, les seuls candidats dans ces

élections à représenter les intérêts du monde du travail, ce seront ceux des listes Lutte Ouvrière. Alors, il est non seulement utile, mais urgent, de faire entendre le camp des travailleurs dans toutes les grandes questions qui les regardent.

Reconstruire un parti communiste des travailleurs

La classe ouvrière manque cruellement d'un parti qui représente ses intérêts. Depuis des décennies, le Parti socialiste, puis le Parti communiste ont cessé de jouer ce rôle.

Le parti ouvrier est donc à reconstruire.

Il devra rassembler des dizaines de milliers de femmes et d'hommes, être présent dans la plupart des entreprises et des localités. Il prendra position au nom des travailleurs sur toutes les questions importantes, et surtout il proposera des

perspectives à leurs luttes. Il dira qu'ils doivent changer la société. Il défendra la nécessité d'une société sans classes sociales, le communisme. Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Reconstruire ce parti, c'est notre objectif.

LA BARBARIE DU MONDE ET SES VICTIMES

Les migrants : nos frères de classe

Des milliers d'hommes et de femmes risquent leur vie pour fuir la guerre, la misère, l'enfer de sociétés en décomposition. Valls et Hollande font le tri entre les migrants, ceux qui fuient la guerre, qui peuvent prétendre au droit d'asile, et les autres, « les migrants économiques » qui seront refoulés. Cette distinction est écoeurante.

Plus près de chez nous, à Mayotte, un millier de personnes meurent noyées

chaque année en voulant rejoindre ce département français et vingt mille autres sont refoulées. C'est tout aussi écoeurant, alors qu'ils veulent seulement vivre un peu plus dignement, souvent auprès des membres de leurs familles mahoraises.

Tous les hommes doivent pouvoir circuler, s'installer là où ils le souhaitent. Pourquoi seulement ceux issus des pays les plus riches auraient-il ce droit ?

Hollande s'en va-t-en guerre

L'armée française, aux côtés des États-Unis et de la Russie, bombarde la Syrie, aggravant encore la situation des populations civiles déjà aux prises avec la barbarie des bandes djihadistes et des militaires d'Assad.

Hollande justifie les opérations militaires françaises au nom de la lutte contre le terrorisme. Mais elles ne font que répandre un peu plus la mort et le chaos.

Les interventions de l'État français en Syrie, au Mali ou en Centrafrique, comme précédemment en Libye, ne servent qu'à défendre les intérêts économiques et stratégiques de l'impérialisme, en s'appuyant compris sur les pires dictateurs.

Retrait des troupes françaises d'Afrique et du Moyen-Orient !

Les deux Robert, mamelles du patronat

Didier Robert, l'actuel président de la région, candidat à sa propre succession et investi par Les Républicains, a lancé son programme électoral en sept « piliers » qui, mis à part le nom inspiré par les fondations profondes de sa Nouvelle Route du Littoral, n'est nullement ancré dans les préoccupations des classes populaires.

Le leader d'Objectif Réunion, qui a rallié à sa cause presque tous les ténors de droite, ne propose rien d'autre que de continuer la politique qu'il mène à la région depuis 2010, principalement en direction de ses amis capitalistes. Avec son slogan « *Il faut libérer les entreprises* », il leur promet une faible fiscalité à 15 % et la division par deux de leurs « charges » sociales. Didier Robert puisera donc abondamment dans les caisses de la région pour arroser le patronat comme il l'a fait

jusqu'à présent.

Dans le camp de la droite, il y a un autre Robert, Thierry de son prénom. Prêchant sans surprise pour sa paroisse, Thierry Robert voit à la tête de la région « *un chef d'entreprise* », ce qu'il est lui-même.

Ce promoteur immobilier qui déclarait il y a peu percevoir 100 000 euros de revenu mensuel est allé rencontrer les patrons, pour leur proposer un programme constitué de leurs attentes. En revanche, pour la jeunesse en manque d'emplois pérennes ou de logements, il propose une carte rechargeable de quelques centaines d'euros en échange de travaux de bénévolat.

Les deux Robert considèrent que la Réunion est arrivée à un tournant et que l'on ne peut pas « servir le même cari » pendant quarante ans, mais tous deux veulent continuer à servir la soupe au patronat, sans limite de temps.

Deux masques pour une même politique

Dans ces élections, le Parti socialiste part divisé. Il y a d'un côté le PS officiel allié au PLR de Huguette Bello et aux écologistes ; de l'autre Progrès, une tendance du PS local avec laquelle le PCR s'est acoquiné.

Les dirigeants des deux camps socialistes défendent la politique du gouvernement Hollande en approuvant à l'Assemblée nationale et au Sénat toutes les mesures qui constituent un véritable arsenal contre les classes laborieuses. Ils ont voté la loi dite de « sécurisation de l'emploi » dans la continuité de la loi de modernisation sociale de Sarkozy ; une loi qui permet aux entreprises de licencier plus facilement. Ils ont aussi voté les lois Macron et Rebsamen qui démolissent un peu plus les droits des travailleurs dans les entreprises et devant les prud'hommes.

Le PLR de Bello et le PCR de Vergès sont prêts à avaler toutes ces couleuvres. Les critiques du PCR vis-à-vis de Hollande qui n'aurait pas tenu ses promesses se font d'ailleurs plus timides, voire inexistantes. Quant au PLR de Bello, n'a-t-il pas pris les devants en reprochant à Didier Robert de ne pas avoir consacré suffisamment de fonds de la région pour aider les entreprises ?

Les deux bouts du PS mènent en fait la politique qui a toujours été la leur. La présence à leurs côtés du PLR et du PCR n'y change rien, elle les rend seulement ouvertement complices de la politique pro-patronale du PS.

Ni le PS avec Huguette Bello ni Progrès suivi du PCR ne se placent dans le camp des travailleurs et des pauvres. Leurs programmes ne concernent que le patronat.

Un logement pour tous !

Alors qu'il faudrait créer cinq à six mille logements sociaux par an pour répondre aux besoins de la population réunionnaise, seuls 3 500 en moyenne sortent de terre chaque année. Est-ce là une fatalité ? Certainement pas !

Les responsables de cette situation sont l'État, qui

n'accorde pas les crédits nécessaires et les patrons qui, les yeux rivés sur leurs profits, imposent des coûts de construction élevés.

Un toit est un droit. Le logement devrait être un service public, totalement pris en charge par l'État, qui devrait construire à prix coûtants.

Pour de véritables transports collectifs

Près de 80 % des travailleurs utilisent leur véhicule personnel pour se rendre à leur travail. Seuls 5 % utilisent les transports en commun. Et pour cause, ceux-ci sont en nombre notoirement insuffisant, voire dans bien des cas inexistants.

Seul le développement des transports collectifs pourrait venir à bout des embouteillages, de la fatigue qui en découle. Cela coûterait cher, peut-être ! Mais qui prend en compte les dépenses inconsidérées que les travailleurs sont obligés de consacrer à l'automobile.

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Face aux attaques du gouvernement et du patronat, le camp des travailleurs doit se faire entendre. Lutte ouvrière veut permettre qu'il s'exprime au cours des élections régionales.

Envoyez vos dons à la souscription pour le parti Lutte Ouvrière par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du

parti Lutte Ouvrière

Vous pouvez transmettre vos chèques à des camarades ou les envoyer à l'adresse suivante : Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Merci d'indiquer vos noms, prénom et adresse pour permettre l'envoi du reçu fiscal donnant droit à une réduction d'impôt.

Retrouvez toute la campagne sur internet

www.lutte-ouvriere.org

À La Réunion :

www.lutte-ouvriere.org/regionales-2015/ile-de-la-reunion